Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 35 (1998)
Heft: 1330

Rubrik: Politique sociale

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La sous-information sociale: danger !

Par Jean-Pierre Fragnière, professeur à l'École d'Études sociales et pédagogiques, de Lausanne.

Les formes de l'action sociale sont foisonnantes. Mais les canaux d'information sur ces actions restent encore trop sectorisés ou fragmentaires. Or l'enjeu est essentiel pour la société: on ne peut faire valoir ses droits si l'on n'est pas informé.

LE CHAMP COUVERT par les politiques et l'action sociales, c'est la première part du budget des ménages; c'est le plus gros morceau des budgets publics; c'est une dimension majeure des débats politiques actuels. L'AVS, le chômage, la prise en charge des toxicomanies, les prestations destinées aux personnes handicapées, l'assurance maternité, les revenus d'insertion, pas une semaine, voire un jour, sans que ces questions n'occupent le devant de la scène. Se pose la question de l'information. Elle existe mais elle est extrêmement atomisée. Face à des réalités complexes, mais si proches de notre quotidien, la situation actuelle peut être considérée comme dangereuse.

Noyés dans la pléthore et la spécialisation

Il suffit de se promener dans une institution ou une bibliothèque spécialisées dans le secteur social pour observer la multiplicité des feuilles d'information, des bulletins et autres dossiers mis à la disposition du public. Bien sûr, c'est l'expression d'une certaine luxuriance de l'équipement social, c'est la légitime expression de la diversité des problèmes, c'est l'une des conséquences de la structure fédéraliste et de la répartition des tâches entre le public et le privé. Cependant, peut-on confondre l'organisation de l'action et l'organisation de l'information sur les prestations disponibles? Pour ce qui est de la spécialisation, dont on a reconnu les vertus, ses excès ont pris des proportions inacceptables. Faut-il que la voie d'accès aux services souhaités soit aussi longue et passe par tant d'intermédiaires?

Il serait inconvenant de passer sous silence des réalisations de qualité qui ont vu le jour au cours des dernières années. Ainsi, on a observé le remarquable effort de l'Office fédéral des assurances sociales qui a rénové sa revue *Sécurité sociale*. On a vu proliférer, dans les régions, les villes ou les secteurs d'activités, des répertoires et des guides fournis et soucieux de clarté: à Oron, à Lausanne, à l'Hospice général de Genève, dans les domaines de la famille, de la toxicomanie, de la vieillesse, etc. Ces initiatives soucieuses de qualité et de convivialité n'ont cependant guère réussi à briser les murs de l'atomisation et de la spécialisation.

Fragilité des convergences

La volonté de fédérer les initiatives d'information sociale existe, en théorie. Les résultats sont beaucoup trop modestes. Ainsi, la revue *Repères*, appelée à être le canal d'information sociale de Suisse latine, a connu un démarrage prometteur; actuellement, elle essaye de survivre à de lourdes difficultés induites par les clivages que l'on sait. Les sites Internet qui ont vu le jour au cours des deux dernières années n'échappent pas à l'éparpillement et aux clivages institutionnels. Ce n'est pas demain qu'une chatte y retrouvera ses petits. Les efforts entrepris pour fédérer, au moins autour de la diffusion, les diverses éditions sociales en Suisse romande n'ont obtenu que des résultats limités, bien que prometteurs. Votre prochaine visite au Salon du livre vous permettra de le constater. Vouloir coopérer, c'est une chose, atteindre des objectifs significatifs, c'en est une autre.

Faut-il se résigner? Non, bien sûr. Quelques événements récents suggèrent que le projet en vaut encore la peine. Ainsi, la parution récente du premier *Dictionnaire suisse de politique sociale* montre qu'il est possible de mobiliser plus de 150 personnes prêtes à s'engager bénévolement dans une opération de synthèse et d'information d'un large public.

En mars 1998, un site Internet (www.socialinfo.ch) proposera une information soucieuse de briser les clivages entre secteurs et disciplines en jouant la coopération contre le narcissisme.

Les efforts engagés par l'Association romande et tessinoise des institutions d'action sociale (ARTIAS) pour promouvoir et coordonner l'action sociale sont chargés de promesses.

On peut espérer qu'au cours des deux prochaines années les projets engagés porteront leurs fruits. Il semble que la volonté y soit, reste à consolider les moyens et à organiser la convergence des énergies et des compétences.

Passer la vitesse supérieure

L'optimisme est de bon aloi, mais il faut bien reconnaître que toute cette opération se développe entre l'impatience, la dispersion, le gaspillage et, parfois, l'insuffisance. Les défis que doivent affronter les politiques et l'action sociales dans le climat socio-économique actuel exigent une accélération de l'effort entrepris. Une population mieux informée est une population mieux en mesure de faire valoir ses droits et d'éviter des détours coûteux et frustrants. L'attentisme n'est plus de mise, il faut passer la vitesse supérieure. Pour quand les Assises romandes de l'information sociale? La réponse est entre les mains de celles et ceux qui détiennent un morceau de ressources, d'influence et de pouvoir. ■

Dictionnaire suisse de politique sociale, Réalités sociales, 1997

IMPRESSUM
Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (*jd*)
Rédaction:
Claude Pahud (*cp*), Géraldine Savary (*gs*)
Ont collaboré à ce numéro:
François Brutsch (*fb*)
Gérard Escher (*ge*)
André Gavillet (*ag*)
Yvette Jaggi (*yj*)
Charles-F. Pochon (*cfp*)
Albert Tille (*at*)
Le Forum: Jean-Pierre Fragnière
Composition et maquette:
Françoise Gavillet, Claude Pahud, Géraldine Savary
Secrétariat: Murielle Gay-Crosier
Administrateur délégué: Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA,
Abonnement annuel: 85 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
CCP: 10-15527-9